

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 24 (1915)
Heft: 17

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Vierundzwanzigster Jahrgang
Erscheint jeden Samstag
Organ und Eigentum des
Schweizer Hotelier-Vereins

Vingt-quatrième Année
Paraît tous les Samedis
Organe et Propriété de la
Société Suisse des Hôteliers

Die Vereinsmitglieder erhalten das Blatt gratis. Les Sociétaires reçoivent l'organe gratuitement.

ALLEINIGE INSERTATEN-ANNAHME: RUDOLF MOSSE, Annoncen-Expedition
Zürich, Basel, Aarau, Biel, Bern, Chur, Glarus, St. Gallen, Schaffhausen, Solothurn, Bern, Brest, Dresden, Düsseldorf, Frankfurt a. M., Hamburg, Köln a. Rh., Leipzig, Magdeburg, Mannheim, München, Nürnberg, Prag, Strassburg i. Els., Stuttgart, Wien
sowie durch die Exp. d. Bl.
Fr. 1.- per Petitzeile, für Reklamen ausl. Ursprungs 35 Cts. Reklamen
INSERITIONSPREIS: Pro 7 gespaltene Petitzeile oder deren Raum 25 Cts., für Anzeigen ausl. Ursprungs 35 Cts. Reklamen
Fr. 1.- per Petitzeile, für Reklamen ausl. Ursprungs 35 Cts. Reklamen
ABONNEMENT: SCHWEIZ: Jährl. Fr. 10.-, halbjährl. Fr. 6.-, vierteljährl. Fr. 3.50, 2 Monate Fr. 2.50, 1 Monat Fr. 1.25. AUSLAND
(inkl. Portofreischlag): Jährl. Fr. 15.-, halbjährl. Fr. 8.50, vierteljährl. Fr. 4.50, 2 Monate Fr. 3.50, 1 Monat Fr. 1.60.
Postcheck- & Giro-Konto No. V. 85 o. Redaktion und Expedition: St. Jakobstrasse No. 11, Basel. Verantwortlich für Redaktion und Herausgabe: E. Stigeler, Basel. TÉLÉPHONE No. 2406. Rédaction et Administration: St. Jakobstrasse No. 11, Bâle. Druck: Schweizerische Verlags-Druckerei G. Böhm, Basel. Compte de chèques postaux No. V. 85 o.

Hotelfachschule

des
Schweizer Hotelier-Vereins in Cour-Lausanne
Gegründet 1892.

Am 25. Mai 1915 beginnt ein neuer
Kochkurs
mit 3 1/2 monatiger Dauer für interne Schüler.
Auskünfte und Unterrichtsplan durch die
Direktion der
Hotelfachschule in Cour-Lausanne.

Ecole professionnelle
de la
Société Suisse des Hôteliers à Cour-Lausanne
Fondée en 1892.

Le 25 Mai 1915 un nouveau
Cours de cuisine
d'une durée de trois mois et demi sera ouvert
pour élèves internes.
Pour renseignements et plan d'enseignement
s'adresser à la
Direction de
l'Ecole Hôtelière à Cour-Lausanne.

Ersatzwahl

eines Mitgliedes in den Aufsichts-Rat im Kreise III.

Ausgegebene Stimmkarten 175
Eingegangene 74
Absolutes Mehr 38

Stimmen erhalten:
Herr A. Bon, junior, Vitznau 72
„ Jos. auf der Maur, Brunn 2

Gewählt ist: Herr A. Bon.
Die Stimmzähler:
Paul Otto
Oscar Michel

Basel, den 21. April 1915.

Extrait du procès-verbal des délibérations du Comité

Séance du 12 Avril 1915, 9 1/2 h. matin,
à l'Hôtel du Cygne à Lucerne.

Sont présents:
Mr O. Hauser, président,
„ E. Cattani, vice-président,
„ H. Haefeli, suppléant,
„ A. Riedweg,
„ E. Stigeler, secrétaire.

Délibérations:
1° Le procès-verbal de la dernière séance
est approuvé.

2° Union des Sociétés suisses de développe-
ment. MM. H. Haefeli membre du Comité,
et E. Stigeler, secrétaire de la Société, sont
désignés pour assister à l'assemblée des délé-

gués de l'Union des Sociétés suisses de déve-
loppement fixée au 24 avril.

3° Liste des membres. Sur la proposition
du secrétaire le Comité décide de renoncer,
pour des raisons d'économie, à publier cette
année la liste des membres de la Société. Les
changements survenus depuis l'année dernière
seront imprimés comme supplément à la liste
de l'an dernier et un exemplaire en sera en-
voyé à tous les sociétaires.

4° Questions d'assurances. Un certain
nombre de nouvelles offres sont parvenues au
Comité pour l'assurance bris de verre et l'as-
surance chômage. Elles ont été soumises
pour examen et préavis à l'expert d'assurance
choisi par la Société. L'expert qui assiste à
la séance, présente un rapport très circon-
stancié. Sur sa proposition le Comité décide
de demander aux deux Sociétés d'assurances
contre le bris de verre dont les offres sont les
plus avantageuses pour la Société et pour ses
membres un projet de contrat de Société. Par
contre on attendra des offres plus avan-
tageuses en ce qui concerne l'assurance-chômage.

En attendant, les sociétaires seront rendus
attentifs à la disposition de l'art. 47 de la loi
fédérale sur le contrat d'assurance, article en
vertu duquel des renouvellements tacites de
contrats d'assurance pour plus d'une année
sont déclarés nuls en ce qui concerne les re-
nouvellements postérieurs au 1er janvier 1910,
date de l'entrée en vigueur de la susdite loi.

5° Mesures de secours. Le président donne
connaissance de l'ordonnance prise le 30 mars
dernier par le Conseil fédéral en modification
de sa décision du 28 septembre 1914 relative
à la question générale de limitation de durée
pour les sursis aux poursuites. Aux termes
de cette ordonnance le débiteur à qui un sur-
suis aux poursuites a été accordé avant le
1er avril 1915 peut réclamer de l'autorité
compétente en matière de concordat la pro-
longation moratoire jusqu'au 31 décembre
1915 s'il prouve que les motifs qui lui ont valu
l'octroi de cet arrangement continuent d'exister
sans qu'il y soit de sa faute.

La durée de validité d'un sursis ordinaire,
accordé postérieurement au 1er avril, pourra
également être étendue jusqu'à la fin de cette
année, mais elle ne devra pas dépasser cette
date.

Cette décision donne dans une certaine
mesure satisfaction à nos requêtes. Un sursis
à date indéterminée ou, comme notre Comité
le proposait, un sursis pour la durée de la
guerre plus un ou deux ans après la signature
de la paix n'a, à cause de ses conséquences,
pas obtenu l'agrément du Conseil fédéral.
L'autorité fédérale a jugé comme plus à pro-
pos de s'en tenir au système de la prolonga-
tion générale des sursis, mais avec terme limité,
quitte pour le Conseil fédéral à renouveler
plusieurs fois ce sursis avant son expiration
et en tenant compte chaque fois de l'état de
choses existant à la veille du renouvellement.

Différents avis devant être encore pré-
alablement requis, il n'a pas été pris de ré-
solution sur l'interprétation, demandée en
même temps, de l'article 805 du Code civil
suisse relatif à la mise en gage du mobilier
d'hôtel, non plus que sur la question de l'in-
troduction du « warrant hôtelier » établi sur
le modèle de la France.

A l'instigation du Comité aura lieu dans les
prochains jours, sous la conduite de Messieurs
les Conseillers nationaux Michel, Dr A. Seiler
et Emery, une conférence de membres de
l'Assemblée fédérale où sera examinée la situa-

tion critique de l'industrie hôtelière et où
seront discutées les mesures propres à atténuer
les effets de la crise actuelle. Le président
et le secrétaire prendront part à cette con-
férence comme représentants de la Société
Suisse des Hôteliers.

6° Impôt de guerre. Lecture est donnée
d'une lettre d'un membre de la Société relative
à la perception de l'impôt de guerre projeté.
Selon les renseignements recueillis l'intention
serait, vu la situation critique de notre état
économique, de prendre comme base pour la
levée de cet impôt, en ce qui concerne la
revenue, la moyenne obtenue sur les trois
années 1913, 1914, 1915.

Le Comité s'emploiera auprès des auto-
rités compétentes pour que cet impôt ne de-
viennne exigible qu'après le retour à des temps
plus normaux.

7° Société suisse pour les convalescents de
guerre. Conformément au mandat qu'il en
avait reçu du Conseil de Surveillance le Comité
s'est renseigné sur l'activité de la société, ré-
cemment fondée, pour les convalescents de
guerre. Comme cela résulte du rapport d'un
membre de notre Société appartenant aussi
à ce nouveau groupement, ce dernier a fait
de son côté de grands efforts pour attirer en
Suisse des convalescents ressortissant aux
Etats belligérants, mais ces tentatives n'ont eu
aucun succès jusqu'à présent. Ce résultat né-
gatif justifie entièrement les prévisions pes-
simistes émises dès le début par notre Comité
au sujet de l'entreprise de cette nouvelle
société.

8° Apprentis cuisiniers et apprentis som-
meliers. Le secrétaire donne des détails sur
une séance tenue récemment par la commis-
sion spéciale chargée de préparer une régle-
mentation uniforme dans la question des
apprentis cuisiniers et des apprentis som-
meliers. Une nouvelle séance aura lieu prochaine-
ment et des projets définitifs y seront déposés
pour transmission au Comité.

9° Observance des prix figurant au Guide
des Hôtels. Le Comité a reçu de différents
côtés des plaintes au dire desquels les prix
minima indiqués dans le Guide des Hôtels ne
sont pas partout observés. En considération
du coût élevé des denrées alimentaires, il est
de l'intérêt absolu de chaque hôtelier de ne
descendre en aucun cas au-dessous des prix
minima spécifiés dans le Guide des Hôtels. Le
Comité rappelle à ce sujet sa lettre circulaire
du 13 mars adressée à tous les membres.
L'inobservance de cette circulaire provoquerait
une intervention du Comité.

10° Fédération Universelle. La Fédération
Universelle des Sociétés d'hôteliers a, selon
communication de son président, renoncé pour
cette année à percevoir les cotisations ordi-
naires de ses membres.

Conformément à la demande qu'en a faite
le président de la Fédération cette résolution a
été portée par la direction de notre Société
à la connaissance de toutes les unions appor-
tenant à la Fédération. Jusqu'à présent toutes
les Sociétés qui ont répondu ont ratifié cette
décision.

11° Communications et divers.
a) Le président donne connaissance d'une
correspondance échangée avec une Société
locale relativement à un membre sorti de
celle-ci.

b) Dans une affaire de plainte en réclame
déloyale le Comité arrête les termes de la
réponse à faire parvenir à l'avocat du défen-
deur.

c) Le Comité tiendra une nouvelle séance
la semaine prochaine pour s'occuper du rap-
port et des différents comptes annuels.
La séance est levée à 1 heure.

Le Président: O. Hauser,
Le Secrétaire: E. Stigeler.

Zur Frage der Verpfändung von Hotelmobilien.

Art. 805 des Zivilgesetzbuches.

In den allgemeinen Bestimmungen des Z.
G. B. über das Grundpfand lautet der Art. 805
in Abs. 1 und 2 wie folgt:

«Das Grundpfandrecht belastet das Grund-
stück mit Einschluss aller Bestandteile und
aller Zugehör.»

«Werden bei der Verpfändung Sachen als
Zugehör ausdrücklich angeführt und im
Grundbuch angemerkelt, wie Maschinen und
Hotelmobilien, so gelten sie als Zugehör, so-
lange nicht dargetan ist, dass ihnen diese
Eigenschaft nach Vorschrift des Gesetzes nicht
zukommen kann.»

Es ist für einen Hotelier, der auf Grund-
pfand hin Geld sucht, von grosser Bedeutung,
daß er das Mobilien mitverpfänden kann, ohne
dass dasselbe von vorangehenden Pfandrechten,
bei deren Errichtung es nicht mitverpfän-
det worden ist, ergriffen wird. Wenn der
Hotelier das Mobilien in dieser Weise mitver-
pfänden kann, wird er noch Geld finden kön-
nen, wo er bei Mitverpfändung des Mobilien
nach früherer Pfandrechte keines mehr be-
käme.

Es könnten die Interessen auch anderer
Hypothekarschuldner in Betracht fallen. Wir
behandeln aber hier die Frage nur mit Bezug
auf die Hotellerie; der Art. 805 Z.G.B. erwähnt,
abgesehen von den Maschinen, nur das Hotel-
mobilien.

In einer Eingabe, welche der Vorstand des
Schweizer Hotelier-Vereins zur Erzielung mög-
lichen Schutzes der bedrohten Stellung des
Hoteliengewerbes kürzlich an den Bundesrat
richtete, ist als einer der ins Auge zu fassenden
Punkte der folgende bezeichnet worden:

«Interpretation des Art. 805 Z. G. B. dahin
gehend, ob bei Hotelmobiliar-Verpfändung nur
diejenigen Pfandrechte und Güten hievon pro-
fitieren, in denen speziell das Mobilien mit-
verpfändet wurde, oder ob dieses Mobilien
auch für die früher errichteten Schuldbriefe
als mitverpfändet gilt. Eventuell ob für alle
früheren, auch die unter altem Recht errich-
teten, — das die Mobilien-Verpfändung in ein-
zelnen Kantonen nicht kannte — oder nur
für die neuen.»

Unsererseits bemerken wir zu dieser Sache
Folgendes: Aus dem Art. 805, welcher die-
jenigen Sachen als Zugehör erklärt, welche bei
der Verpfändung als Zugehör ausdrücklich
angeführt und im Grundbuch angemerkelt wer-
den, scheint sich durch Rückschluss logischer-
weise folgender Satz zu ergeben:

Werden bei der Verpfändung Sachen, wie
Maschinen und Hotelmobiliar, nicht als Zu-
gehör ausdrücklich angeführt und im Grund-
buch angemerkelt, so gelten sie nicht als
Zugehör.

Würde dieser Rückschluss abgelehnt, so
hätten wir das missliche Resultat, dass der
Sinn im Art. 805 der wäre:

Werden bei der Verpfändung Sachen, auch solche, die sowieso Zugehör sind, als Zugehör ausdrücklich angeführt und im Grundbuch angemerket, so gelten sie als Zugehör.

Enthält das Zivilgesetzbuch wirklich eine derart pleonastische Bestimmung? (Für die Verneinung vergl. *Wieland*, Kommentar zum Z. G. B. Art. 805, Anm. 6b: «Die Anmerkung im Grundbuch bewirkt, dass auch solche Gegenstände Zugehör werden, die es nach der Verkehrsübung nicht sind.» Also auch *Wieland* spricht sich für eine konstitutive Wirkung des Eintrages im Grundbuche aus.)

Bei Besprechung in juristischen Kreisen sind indessen gegen die angeführte Auffassung Einwendungen erhoben worden, namentlich auch unter Berufung auf die Kommentare zum Zivilgesetzbuch. Bei Behandlung des Art. 805 föhrt die Kommentare stellenweise auf denjenigen Artikel zurück, der sich an und für sich mit der Definition der Zugehör befasst, den Art. 644.

Wir zitieren hier zunächst den Art. 642, welcher wie folgt lautet:

«Wer Eigentümer einer Sache ist, hat das Eigentum an allen ihren Bestandteilen.»

«Bestandteil einer Sache ist alles, was nach der am Orte üblichen Auffassung zu ihrem Bestande gehört und ohne ihre Zerstörung, Beschädigung oder Veränderung nicht abgetrennt werden kann.»

Der Art. 644 sodann hat in den auf unsere Frage allein bezüglichen Absätzen 1 und 2 folgenden Wortlaut:

«Die Verfügung über eine Sache bezieht sich, wenn keine Ausnahme gemacht wird, auch auf ihre Zugehör.»

«Zugehör sind die beweglichen Sachen, die nach der am Orte üblichen Auffassung oder nach dem klaren Willen des Eigentümers der Hauptsache dauernd für deren Bewirtschaftung, Benutzung oder Verwahrung bestimmt und durch Verbindung, Anpassung oder auf andere Weise in die Beziehung zur Hauptsache gebracht sind, in der sie ihr zu dienen haben.»

Die verschiedenen Rechtssysteme stimmen in der Definierung und Abgrenzung von Bestandteilen, Zugehörn und freien Fahrnisstücken nicht durchweg mit einander überein. Was nach dem einen Bestandteil ist, gilt nach einem andern als Zugehör. In einzelnen wird zwischen Bestandteilen und Zugehörn überhaupt nicht unterschieden.

Das gemeine Recht, wie es uns in den Pandektenlehrbüchern entgegentritt, dehnt den Zugehörbegriff nicht weit aus. Nach *Windscheid* ist Zugehör eine Sache, welche, ohne Bestandteil einer andern Sache zu sein, zu ihr doch in einem Verhältnis steht, dass sie nach der Verkehrsauffassung in ihr begriffen ist. *Keller* föhrt als Zugehörn bei landwirtschaftlichen Grundstücken Rebstöcke, bei Häusern Schlüssel, Vorfenster usw. auf. Was nicht oder nagelfest ist, wird von *Keller* als Zugehör behandelt, von *Wieland*, im Kommentar zum Zivilgesetzbuch, als Bestandteil. Mobilien wird im gemeinen Rechte nirgends als Zugehör genannt und wird offenbar auch nirgends als Zugehör betrachtet. *Keller* fügt bei: über das, was als Zugehör zu gelten habe, seien die Regeln insofern nicht feste, als es in den konkreten Fällen meistens auf den Willen des Eigentümers, überhaupt der Interessenten, ankomme.

Das bürgerliche Gesetzbuch des Kantons Luzern, das wie auch noch andere schweizerische Privatrechte, mehr auf dem Boden des gemeinen Rechtes stand, machte zwischen Bestandteilen und Zugehörn nicht in systematischer Weise einen Unterschied. Dasselbe handelt vielmehr schlechthin von den unbeweglichen Sachen (§§ 206—210) im Gegensatz zu den beweglichen Sachen. «Die Sachen sind unbeweglich durch ihre Natur, durch ihre Bestimmung, oder durch den Gegenstand, worauf sie sich beziehen.» (§ 206.) «Ihrer Natur nach unbeweglich sind die Sachen, welche ihrer Substanz nach nicht von einer Stelle zur andern gebracht werden können.» Als Beispiele werden angeführt: Aecker, Matten u. s. w., Gebäude. Früchte sind, so lange sie von einem Grundstücke nicht losgetrennt sind, Bestandteile desselben und also unbeweglich (§ 207.) «Ihrer Bestimmung nach unbeweglich sind solche an sich bewegliche Sachen, die zum beständigen Gebrauche und Dienste einer unbeweglichen Sache bestimmt worden sind. Demnach sind unbeweglich: a) Alles, was auf Grund und Boden in der Absicht aufgeführt wird, um allda zu verbleiben, als Pfähle, Hecken usw.; b) alles, was erde-, mauer-, nut- und nagelfest ist und ohne Beschädigung der Stelle, an welcher es befestigt worden, nicht weggenommen werden kann, als: eingezimmerte Schränke, Gegenstände, welche einen Teil der Wand oder des Gefäßes ausmachen, eingemauerte Kessel, Brunnenbetten usw.; c) alles, was zu einem Ganzen und gleichsam unzertrennlich davon gehört, oder zum steten örtlichen Gebrauche gewidmet ist, als: zum Haus die Türe, Fenster, die Brüggen und Lager in den Kellern, Wein-, Most- und andere Trotten usw.; d) die Bewaffnungen und Löschgegenstände und andere Gerätschaften, welche die Gesetze als unveräußerlich von einem Wohnhause erklären; e) endlich der auf einer Liegenschaft vorfindliche Dünger.» (§ 208.) Dem Gegenstande nach sind unbeweglich die zu einer unbeweglichen Sache gehörenden Rechte, wie Tavernenrechte, Grundgerechtigkeiten usw. (§209.)

Nach dem Gesetz über das Handänderungs- und Hypothekarenwesen von 1861 darf nur das, was nach § 207 und ff. des bürgerlichen Gesetzbuches zum Liegenden gehört, hypotheka-

risch verschrieben werden, dazu die mit einer Liegenschaft verbundenen mechanischen Einrichtungen. Eine Mitverpfändung von Mobilien irgend welcher Art kann nicht stattfinden.

Das Privatrechtliche Gesetzbuch des Kantons Zürich spricht einerseits von den Teilen einer Liegenschaft, darunter die in einem Gebäude nut- und nagelfest gemachten Sachen (§ 49), andererseits von Zugehörn (§ 50) und es zählt sie an beiden Orten einzeln auf, zum Teil wenigstens als Beispiele. Die Zugehörn nach § 50 sind die natürlichen, darunter die Schlüssel, die Vorfenster, Rebstckel, Stützpfeile für Pflanzen, der vorhandene Dünger, bei einem Fabrikationsgebäude die eigens für dasselbe konstruierten oder angepassten Vorrichtungen, wie Spinnstühle und Stickmaschinen. Daneben sind in § 52 eine Reihe von Sachen aufgezählt, welche gemäß Bestimmung der Parteien als Zugehörn behandelt werden können, die sog. gewillkürten oder vertraglichen Zugehörn. Es sind u. a. genannt Löschgerätschaften, Obstmühlen, Vorräte an Ziegeln, Brettern, bewegliche Oefen, die zum Betriebe einer Fabrik usw. dienenden Gerätschaften und Werkzeuge, endlich die zum Betriebe eines Gasthofes dienenden Möbel. Im übrigen ist also auch nach dem privatrechtlichen Gesetzbuch und den ihm folgenden kantonalen Rechten den Möbeln nützlichen Zugehörn zugesprochen worden. Nach dem Kommentar von *Schneider* lag schon in § 52, namentlich hinsichtlich des Hotelmobiliars, eine weite, nach Ansicht mancher allzu weite Ausdehnung des Begriffes der Zugehör.

Alle Zugehörn konnten, nach § 56, auf dem Wege des Immobilienpfandrechtes nur in Verbindung mit der Hauptsache verpfändet werden.

Das Schweizerische Zivilgesetzbuch gibt in den Artikeln 642 und 644 nur prinzipielle Definitionen und hat es, wie aus dem Texte ersichtlich ist, und wie in der Botschaft des Bundesrates noch ausdrücklich hervorgehoben wird, vermieden, Beispiele aufzustellen. Die Frage, ob nach dem Zivilgesetzbuch Möbel, insbesondere Hotelmobiliar, Zugehör sein können, ist in den Kommentaren eingehend und mit vielem Detail behandelt worden. Wir beschränken uns darauf, hier einige Sätze anzuföhren:

Requisit der Zugehörn ist dauernde Bestimmung für den Dienst der Hauptsache. Diese muss zur Erfüllung eines dauernden Zwecks bestimmt sein, unabhängig von der besonderen Bestimmung, welche der gegenwärtige Besitzer ihr erteilt. Nicht Zugehör sind demnach Sachen, die dem Besitzer nur zu vorübergehendem Gebrauche dienen, rasch abnutzbare Gegenstände, wie Möbel. (*Wieland*)

Als wichtig wird die Ortsübung hervorgehoben. Entscheidend sei die Auffassung des Verkehrs. Diese bestimme sich nach der Verkehrsübung bei Käufen und sonstigen Veräußerungen: es sei zu fragen, ob es in der betreffenden Landesgegend üblich ist, die Sache zugleich mit einer andern Sache zu veräußern. Das Hotelinventar werde vielleicht an einem Orte vom Erwerber des Hotels mit übernommen, während anderorts der Erwerber sein eigenes Inventar verwende. Das Inventar eines Hotels an Gläsern, Tellern usw. sei für dessen Betrieb durchaus unentbehrlich, werde jedoch von den kantonalen Rechten nicht einmal zu den gewillkürten, geschweige denn zu den gesetzlichen Zugehörn gerechnet. Das kantonale Recht gelte als Ausdruck der Ortsübung. (So steht es auch in Artikel 5, Abs. 2, Z. G. B.) «Hotelmobiliar wird im allgemeinen nicht als Zugehör angesehen» (*Wieland*). Auch *Curti-Forrer* (Anm. 21) erklärt: «Hotelmobiliar ist im allgemeinen nicht Zugehör.» Auf dem Standpunkt der Kommentare würden jedenfalls in Kantonen, welche, wie Luzern, die Mitverpfändung von Mobilien nicht kannten, die Hotelmöbel nicht Zugehörn und in den früheren Hypotheken nicht mitverpfändet sein.

Die Kommentare behandeln auch den Unterschied zwischen gesetzlicher (natürlicher) und gewillkürter (vertraglicher) Zugehör. *Wieland* sagt (immer bei Art. 644), nur die kantonalen Rechte kennen gewillkürte Zugehör. Das Z. G. B. dagegen lasse gewillkürte Zugehörn nicht zu. Zu den Unterschieden zwischen den gewillkürten Zugehörn und denjenigen des Zivilgesetzbuches sollen nach *Wieland* gehören: Die Zugehörn nach Z. G. B. müssen die gesetzlichen Voraussetzungen von Zugehörn erfüllen, bei den gewillkürten sei dies nicht der Fall. Habe der Eigentümer gewisse Sachen als Zugehörn im Sinne des Z. G. B. erklärt, so seien sie es durchweg für alle mit der Hauptsache vorzunehmenden Rechtshandlungen, die gewillkürten dagegen gelten als Zugehör nur für das betreffende einzelne Rechtsgeschäft, z. B. die Verpfändung eines Hotels samt Inventar.

Demgegenüber ist zu bemerken, dass auch nach den kantonalen Rechten (man vergleiche § 52 des Zürcher Gesetzes) die gewillkürten Zugehörn die für Zugehörn überhaupt bestehenden natürlichen Voraussetzungen erfüllen müssen. Davon, dass alle beliebigen Fahrnisgegenstände, auch die zum persönlichen Gebrauche bestimmten, z. B. die Schmuckgegenstände, zu Zugehörn von Liegenschaften gemacht werden können, ist auch in den kantonalen Rechten keine Rede. Aus dem gleichen § 52 in Verbindung mit § 55 ist ersichtlich, dass die dortigen sog. gewillkürten Zugehörn das nicht nur für ein einzelnes Rechtsgeschäft sind, sondern allgemein als

Zugehörn behandelt werden. In diesen beiden Punkten steht das bei *Wieland* zitierte Basler Gesetz — betr. die Verpfändung von Fahrnis als Zugehör von Liegenschaften — vom 29. Juni 1882 auf dem gleichen Boden wie das Zürcher Gesetz.

Der Satz sodann, dass das Zivilgesetzbuch gewillkürte Zugehör schlechterdings nicht zulasse, scheint uns mit dem Gesetze nicht vereinbar zu sein. Insofern das Gesetz für die Herstellung einer Zugehörnseigenschaft auf den Willen des Eigentümers abstellt, wird man das Vorkommen von gewillkürten Zugehörn nicht verneinen können. Auch *Wieland* weist ja darauf hin, dass nach Art. 805 der Eigentümer Hotelmobiliar zu Zugehör erklären kann.

Die erwähnten, hinsichtlich der gewillkürten Zugehörn der kantonalen Rechte und der Zugehörn des Zivilgesetzbuches in einzelnen Kommentaren gemachten Distinktionen scheinen uns nicht nötig, nicht zutreffend, und nicht von praktischem Wert zu sein. Sie scheinen uns auch nicht durch die Botschaft des Bundesrates gestützt zu sein. Die Botschaft bemerkt, die Zugehör erhalte im Gesetze eine Umschreibung, die ausreichend klar sei, sobald sich die Rechtspraxis mit der Tragweite der gewählten Ausdrücke einigermassen vertraut gemacht habe. «Namentlich trifft die Befürchtung durchaus nicht zu, dass der Zugehörbegriff damit über das erlaubte Mass ausgedehnt werde.» Unserer Erörterung gegenüber könnte eine solche Befürchtung zum vornehmen nicht Platz greifen. Denn diese Erörterung föhrt nicht zu einer Ausdehnung des Zugehörbegriffes, sie will vielmehr einer zu weiten Ausdehnung entgegenreten.

Bei Erwähnung der Botschaft und des Entwurfes mag daran erinnert werden, dass der Art. 644 des Gesetzes im Entwurf 638, der Art. 805 des Gesetzes im Entwurf 794 ist. 794 ist etwas anders, etwas kürzer redigiert als 805, aber sachlich ebenfalls übereinstimmend.

Nach diesem kurzen Blick in die Kommentare und einige andere Materialien möchten wir nun aber auf Folgendes aufmerksam machen. Nach dem Art. 644 wird die Zugehörnseigenschaft einer Sache nicht schon dadurch hergestellt, dass Letztere nach der am Orte üblichen Auffassung oder nach dem klaren Willen des Eigentümers der Hauptsache dauernd für deren Bewirtschaftung, Benutzung oder Verwahrung bestimmt ist. Das ist nur eines von zwei Requisitionen. Das andere besteht darin, dass sie durch Verbindung, Anpassung oder auf andere Weise in die Beziehung zur Hauptsache gebracht ist, in der sie ihr zu dienen hat. Kraft dieser Bestimmung können Hotelmöbel, überhaupt Möbel, dadurch Zugehör werden, dass sie für ein bestimmtes Zimmer eigens konstruiert, ihm angepasst werden. Wie z. B. eine Statue dadurch zur Zugehör werden kann, dass eine bestimmte Nische im Hause eigens für sie eingerichtet ist. Das trifft nun aber für die Möbel im grossen und ganzen nicht zu. Die Möbel sind zur Hauptsache nicht «in die Beziehung» gebracht. Das blosse Hineinstellen der Möbel ist nicht eine Verbindung oder Anpassung und auch nicht eine der Verbindung oder der Anpassung gleichwertige «andere Weise». Das Hineingestelltwerden ist ohnehin überhaupt die Bestimmung der Möbel, und wenn in ihm nach dem Sinne des Gesetzes das Inbeziehungbringen läge, so hätte es keinen Sinn gehabt, neben der Zweckbestimmung (Bewirtschaftung, Benutzung oder Verwahrung) noch ein anderes, besonderes Requisition aufzustellen. Es ist also zu sagen, dass nach dem Zivilgesetzbuche die Möbel, Hotelmöbel und andere, vorbehaltlich des Nachweises besonderer Anpassung, nicht Zugehörn sind. Dieses Resultat wird uns mehr befriedigend können, als es in Uebereinstimmung steht mit dem gemeinen Rechte, und, fast ausnahmslos, mit den kantonalen Rechten. In Freiburg soll, nach *Wieland*, das Hotelmobiliar als Zugehör gelten. Ist das so und sind in dieser Richtung Privatrechte erworben worden, so werden nach den Einföhrungsbestimmungen zum Zivilgesetzbuche (Art. 17 und auch 25) die Inhaber dabei beschützt bleiben.

Das Grundpfandrecht belastet nach Art. 805 Z. G. B. ausser dem gänzlichen Grundstücke auch seine Zugehör. Die Möbel, die nicht Zugehör sind, werden vom Grundpfand nicht erfasst. Nach der prinzipiellen Bestimmung des Art. 805 können aber Fahrnisgegenstände, wie Hotelmöbel, bei der Verpfändung durch erklären und grundbuchlich angemerkten Willen der Parteien zu Zugehörn gemacht und in das Grundpfandrecht einbezogen werden. Nun heisst es im Kommentar von *Wieland* (zu Art. 805): Die mit der Anmerkung verbundenen Wirkungen treten zu gunsten sämtlicher Pfandgläubiger ein. Ebenso *Curti*: Die Vermutung (nämlich, dass die angemerkten Sachen Zugehör seien) gilt für alle Grundpfandgläubiger, nicht nur zu gunsten desjenigen, der die Anmerkung veranlasst hat.

Wäre dieser Satz unumstösslich, so würde die im Eingang unserer Ausführungen genannte Hilfsquelle für die schweizerischen Hoteliers nicht erreichbar sein. Wir vermögen indessen jenem Satze nicht zuzustimmen.

Nach dem Art. 805 sind diejenigen Sachen Zugehör, die bei der Verpfändung als solche angeführt werden. Jeder Pfandvertrag mit einem der verschiedenen Pfandgläubiger ist ein Rechtsgeschäft für sich. Der Pfandvertrag mit dem Gläubiger A ist ein anderer als der mit dem nachgehenden Gläubiger B, und

die beiden Verträge gehen einander nichts an. Sind Mobilien bei der Verpfändung mit B als Zugehör angeführt worden, so haften sie dem B als Pfand; dagegen haften sie deswegen nicht auch dem A, wenn sie bei der Verpfändung mit A nicht als Zugehör angeführt worden sind. Das ergibt sich aus dem Gesetzeswortlaute klar und bestimmt. Auch das natürliche Rechtsgefühl sagt ohne weiteres: Die fraglichen Sachen sollen demjenigen als Pfand haften, dem sie verpfändet worden sind, nicht aber einem solchen, dem sie nicht verpfändet worden sind. Keine Rechte Dritter werden hierdurch verletzt. Der Gläubiger A hat dasjenige Pfand, mit dem er sich beim Vertragsabschlusse begnügt hat und nach geltendem Rechte begnügen musste. Warum soll ihm das Gesetz ein weiteres oktroieren? Warum soll es das Vertragsrecht der Parteien, ihre freie Dispositionsbefugnis, reglementieren, zum grossen Schaden von Interessenten? Warum sollte es dasjenige, was die kantonalen Gesetze wohlthätig zugelassen haben, verbieten? Der Satz, dass die Anmerkung zu gunsten sämtlicher Pfandgläubiger wirke, scheint uns mehr ein in doktrinärem Wege aufgestellter zu sein, ohne dass für ihn ein praktisches Bedürfnis vorhanden wäre. Auch nicht eine innere Notwendigkeit. Im Gegenteil. Der Zusammenhang des Art. 805 mit dem Art. 644 wird für unsere Auffassung sprechen. Der Art. 644 gilt auch für die Verpfändung, als eine allgemeine Bestimmung. Der Art. 805 enthält hinsichtlich der Verpfändung eine besondere Bestimmung. Nach Art. 644 bezieht sich die Verfügung über eine Sache, als Regel, auch auf die Zugehör. Folgerichtig sagt Art. 805, dass auch das Grundpfandrecht die Zugehörn belaste. Nach Art. 644 kann aber durch Parteiwillen bestimmt werden, dass ausnahmsweise die Verfügung sich nicht auf die Zugehör beziehe. Andererseits können nach Art. 805 Sachen, die an und für sich nicht Zugehör sind, durch Parteiwillen als Zugehörn erklärt und als solche mitverpfändet werden. Aus beiden Gesetzstellen resultiert die Dispositionsfreiheit der Parteien hinsichtlich der Zugehör und der Zugehörnseigenschaft. Und zwar ist sowohl die Verfügung des Art. 644 wie die Verpfändung nach Art. 805 je ein Rechtsakt für sich, der nur *inter partes* wirkt.

Recht angefüllig wird die Sache, wenn man an den Fall denkt, dass die nachgehende Schuld, bei deren Eingebung allein die Konstituierung der Zugehör und ihre Verpfändung stattfand, abbezahlt würde. Sollte denn derjenige, der die Pfandnahme vor, selbst dann noch Pfandrecht haben, nachdem der wirkliche Pfandnehmer aufgehört hat, Pfandgläubiger zu sein?

Dass bei der Versicherung des Pfandes auf Exekution hin nicht Schwierigkeiten entstehen würden, dafür braucht man nur auf den Entscheid der Schuldbeiträge, um Konkurskammer des Bundesgerichts vom 28. August 1914, Bd. 40, Teil III, No. 57, zu verweisen. Die Frage, ob nach Art. 805 a l l e Pfandrechte die Zugehörn ergreifen, hat die Kammer als eine solche des materiellen Rechts bezeichnet und hat sie offen gelassen.

Dass unsere Auffassung des Art. 805, die uns dem Gesetze zu entsprechen scheint, von kompetenter Seite akzeptiert werde, ist im Interesse der schwer bedrohten Hoteliers und angesichts ihrer grossen wirtschaftlichen Bedeutung für die Schweiz dringend zu wünschen.

Würde unserer Auffassung nicht beigetreten, so stände man vor der Tatsache, dass dem Gesetz bezüglich der erörterten Fragen überhaupt keine positive Vorschrift zu entnehmen wäre, und der Richter, nach Anleitung des Art. 1 Z. G. B., im Falle wäre, nach der Regel zu entscheiden, die er als Gesetzgeber aufstellen würde.

Dr. Joh. Winkler.



Appenzell. Die A.-G. Kurhaus Weissbad sieht sich genötigt, das Aktienkapital durch Abschreibung von Fr. 400.000 auf Fr. 200.000 herabzusetzen.

Baden. Für das Betriebsjahr 1914 bleibt das Aktienkapital der Gesellschaft Grand Hotel ohne Vergrößerung. Die Dividende für die beiden Vorjahre betrug je 5 Prozent.

Genf. Durch Vermittlung des Hotel-Office übernahm Herr Jos. Haechler, vorher Hotel Löwen in Lenzburg, das Hotel de l'île, das er vollständig renovierte und neu einrichtete.

Genf. Durch Vermittlung des Hotel-Office in Genf kaufte Herr Ch. Scheidt, während langen Jahren im Hotel Central in Brüssel, die Hotel-Pension du Léman in Genf.

Lausanne. Für 1914 beantragt der Verwaltungsrat der S. A. Hotel Royal auf das Fr. 800.000 betragende Aktienkapital die Ausrichtung einer Dividende von 5 % gegen 8 % im Vorjahre.

Zürich. Das Hotel Wanner an der Bahnhofstrasse in Zürich ist durch den Kaufmann Max Binder, Sohn des früheren Weinhändlers Binder-Broeg, übergegangen.

Vevay. Die A.-G. Sanatorium de l'Ermitage erzielte 1914 einen Reingewinn von Fr. 64.101 (i. V. Fr. 71.873). Der Verwaltungsrat beantragt die Ausrichtung einer Dividende von 5 Prozent (i. V. 7 %). Fr. 10.000 Zuweisung an den Dividendenreservfonds. Fr. 11.500 (i. V. nur Fr. 994) werden auf neue Rechnung vorgetragen. Bei einem Aktienkapital von Fr. 300.000 betragen die Reserven nunmehr rund Fr. 71.000.

Amsterdam. Zur Deckung der Mobilisationskosten ist in Holland eine Reihe neuer Abgaben eingeföhrt worden, die für das ganze gewirtschaftliche Gewerbe der Niederlande besondere Bedeutung besitzen. Vor allem hat man Akzisen, sowie Personal- und Gewerbesteuren wesentlich erhöht. Die Gastwirte suchen die verstärkte Steuerbelastung so weit als möglich auf das Publikum abzuwälzen. Zu diesem Zwecke haben ihre Organisationen zunächst beschlossen, die Preise bestimmter Getränke zu erhöhen, gleichzeitig wurde auch ein Aufschlag von 10 bis 25 Cents auf Speisen und Diners in Aussicht genommen. Daneben hat man die unentgeltliche Abgabe der Brötchen

abgeschafft, und neu eingeführt wird schliesslich vielfach eine Abgabe für Benutzung des Fernsprechers.

Berlin. Ueber die Lage des Berliner Hotelwesens sind Erhebungen veranlasst worden, welche die Wirkungen des Krieges auch auf diesem Gebiet festzustellen. Natürlich sind die ausländischen Besucher sozusagen ganz ausgeblieben; von einem internationalen Reisepublikum kann nicht mehr gesprochen werden. Wer nach Berlin aus neutralen Ländern kommt, hat Geschäfte und gibt namentlich den grossen Hotels nicht viel zu verdienen. Auch der inländische Verkehr erfährt durch den Krieg eine starke Einschränkung. Die grossen, teuren Hotels, die auf die reiche Reisepublikum angewiesen waren, kommen jetzt besonders schlecht weg. Immerhin sind nicht alle Befürchtungen gerechtfertigt gewesen. Sehr empfindlich wurde das Ausbleiben der reichen Amerikaner vermerkt, auf die einige der grössten Hotels speziell zugeschnitten waren. Nun leiden zuerst jene Hotels, die sich für Luxusbedürfnisse eignen, denn weil Berlin während des Krieges eben keine Stadt für Vergnügungsreisen mehr ist, ja seinen Charakter als Fremdenstadt, soweit Luxusreisen in Betracht kamen, sozusagen ganz verloren hat. Bis auf weiteres müssen diese Prachtbauten von ihren Reserven zehren, werden wohl die Krisis überdauern. Manche grosse Unternehmungen aber leiden schwer, und der Eispalast, ein Weltstadtetablissement, ist kürzlich in Konkurs geraten.

Unsere Hotelindustrie und die Bergbahnen. Das Kurshalt der Bankfirma A. Sarasin & Co. in Basel schreibt hierüber: «Ganz allgemein wird man auf den Besuch der Fremden eingerichtet ist. Die Bergbahnen weisen in den letzten Monaten ganz minimale Einnahmen auf. Vielfach arbeiten sie mit grossem Betriebsverlust. Es ist bezeichnend, dass keine einzige der am Vierwaldstättersee gelegenen Verkehrsunternehmungen für das vergangene Jahr eine Dividende verteilen konnte, nicht einmal die gut funktionierende Vitznau-Rigi-Bahn, die ihren Aktionären seit Jahren zehn Prozent zahlte. Die Bahnen und Hotels, die ihre Obligationen Coupons nicht einzulösen können, mehren sich; manche, die sie zahlen, tun das wohl, indem sie Bankvorschuss in Anspruch nehmen. In Graubünden hat sich mit Hilfe des Staates und der Gemeinden eine Kreditgenossenschaft gebildet, die notleidenden Unternehmen zu Hilfe kommen soll, während der Krieg die Ursache der Bedrängnis ist. Werden sich die jetzt gestundeten oder vorgestreckten Zinsen aus späteren Überschüssen je wieder einbringen lassen? Bitter rächt sich nun die allzu schnelle Expansionspolitik in unserem Hotelgewerbe. Wo bis jetzt vorstellig der Rat nicht vermocht hat, die Erstellung immer neuer und grösserer Hotels und neuer Bahnen und Bähnchen zu verhindern, da wird der Krieg eine Zeitlang die Unternehmungslust gründlich dämpfen. Nur ist leider die Lektion etwas zu drastisch, und viel Berechtigtes und bis dahin fest Begründetes wird hart getroffen.»

Bern. Die von Herrn Philipp Osswald präsidierte ordentliche Aktionärsversammlung der A.G. Kursaal Schänzli, in der 1576 Stimmen vertreten waren, hat den Jahresbericht und die Rechnung für das Geschäftsjahr 1913/14 einstimmig genehmigt. Ueber den zur Hälfte vollendeten Neubau erstattete Architekt Gerster (Bern), der den Neubau geleitet hatte, Bericht. Die erste Partie des Neubaus war auf Fr. 680,000 devisiert. Wegen verschiedener Verbesserungen, die aber nicht bewilligt wurden, und anderer ursprünglichen nicht vorgesehener Anschaffungen, ferner wegen Zinserhöhung kam die Gesamtbaurechnung auf 31. Januar 1915 auf Fr. 733,000 zu stehen (die Mehrausgabe wegen Zinserhöhung beträgt Fr. 38,000). Fügt man zu dieser Anschaffungs- und Zinsenlast für den Ankauf der Schänzli-Immunität und für Vergütung einer Servitut, so kommt der Kursaal Schänzli insgesamt auf Fr. 1,588,000 zu stehen. Diese Summe wurde wie folgt gedeckt: Berner

Banken gewährten einen Bankkredit v. Fr. 1,200,000, wovon Fr. 600,000 in Form eines freien Anleiheins, und Fr. 600,000 in Form eines freien Bankkredits. Fr. 300,000 leistete die Stadt Bern auf zweite Hypothek, und Fr. 65,000 wurden gewonnen durch Erhöhung des Aktienkapitals um Fr. 65,000. Das Aktienkapital beträgt Fr. 215,000. Seit 10 Jahren haben die Mitglieder des Verwaltungsrates die viele Arbeit unentgeltlich verrichtet. Würde dem gemeinnützigen Zweckmassiges Verbot die bisherige Einnahme aus dem Rössli spiel entzogen, so geriete das Unternehmen, zumal es schon durch den Krieg mitgenommen wurde, in eine schwierige Finanzlage.

Gesunde Reklame. Kaum haben verschiedene Hotels ihre Pforten geöffnet, und schon werden wieder Klagen laut über Beteiligungen an zweifelhaften und unnützen Reklamegelegenheiten. Es ist fast unbegreiflich, dass verschiedene Mitglieder sich immer wieder auf Irrwege führen lassen, nachdem es in der «Hotel-Review» an Varnum, Aufkürungen und Hatzelungen im Laufe der Zeit gewiss nicht gefehlt hat. Unzureichende Überlegung, überreiltes Handeln und mangelhafte Beratung sind meistens die Ursachen der kleineren oder grösseren Reinfälle. In der gegenwärtigen schweren Zeit sind solche Vorkommnisse umso bedauerlicher. Weniger denn je lebt heute gerade der Hotelier im Überfluss. Jede Ausgabe wird doppelt überdacht, soll auf notwendigste beschränkt und vor allen Dingen wirklich zweckmässig, d. h. nutzbringend angelegt werden. Es ist sich um grössere oder kleinere Aufträge, um Einzel-Inserte oder Kollektiv-Anzeigen handeln, immer sollen sie sorgsam vorbereitet und planmässig durchgeführt werden. Bei der Vielseitigkeit der Anzeigen-Reklame und der Fülle der angebotenen Blätter ist eine zuverlässige fachmännische Beratung sehr wohl am Platze und sowohl den Mitgliedern als auch den Verkehrsvereinen und Kollektivgesellschaften kann dringend angeraten werden, sich in allen Fällen mit der Konzeptionsnärin des in- und ausländischen Propagandaschreibers, des in- und ausländischen Expedition Rudolf Mosse, Zürich, in Verbindung zu setzen. Diese Firma, die unserem Verein besondere Vorteile einräumt, hat sich im Verkehr mit unsern Mitgliedern bestens bewährt und als eine Vermittlungsstelle erwiesen, die alles Vertrauen verdient. Sie wird den Hoteliers am ehesten zu einer gesunden Reklame verhelfen.

Ein Rat an Italienreisende. Der «N. Z. Ztg.» wird geschrieben: In letzter Zeit wird das von Italien seit Kriegsbeginn erlassene Ausfahrverbot auf gemässigten Blättern als ein zuverlässiges Fachmännchen, das die Reiseberatung sehr wohl am Platze und sowohl den Mitgliedern als auch den Verkehrsvereinen und Kollektivgesellschaften kann dringend angeraten werden, sich in allen Fällen mit der Konzeptionsnärin des in- und ausländischen Propagandaschreibers, des in- und ausländischen Expedition Rudolf Mosse, Zürich, in Verbindung zu setzen. Diese Firma, die unserem Verein besondere Vorteile einräumt, hat sich im Verkehr mit unsern Mitgliedern bestens bewährt und als eine Vermittlungsstelle erwiesen, die alles Vertrauen verdient. Sie wird den Hoteliers am ehesten zu einer gesunden Reklame verhelfen.

den Aufregungen ihrer dreitägigen Gefängnishaft gar nicht zu reden. Ein deutscher Kaufmann, der Fr. 1300 in Gold mit sich führte, wurde, ohne Zuhilfenahme mildenredender Umstände, gleichzeitig zu 10 Monaten Gefängnis verurteilt, und dieser wird seine Strafe wohl absitzen müssen. Es ist daher allen Reisenden dringend anzuraten, vor dem Verlassen der italienischen Grenzen alle Gold- und Silbermünzen in italienische oder schweizerische Noten umzuwechseln zu lassen, wenn sie sich nicht ähnlichen unangenehmen Überraschungen aussetzen wollen.

Seelsberg. Das Kurhotel Sonnenberg in Seelsberg ist am 27. März an zweite öffentliche Steigerung gelangt. In diesen Etablissements stecken nahezu 1½ Millionen Franken, und es wurde von der Eidgen. Bank für ein Konsortium um die Summe von nur Fr. 182,000 ersteigert. Dabei ist allerdings zu berücksichtigen, dass die Eidg. Bank mit 352,000 Fr. beteiligt, die weitere Herunterbildung der Hotelindustrie, die schlechte Aussichten zu prophezeien scheint. — Ueber die Frage des Weiterbetriebes äussert sich eine weitere Mitteilung folgendermassen: Zwecks gemeinsamer Interessenwahrung haben sich die Mehrzahl der Inhaber von Obligationen I. Ranges (Fr. 682,000) von insgesamt Fr. 750,000 des Grand Hotel und Kur-Etablissements Sonnenberg auf Seelsberg, haftend auf den Hotelgesellschaften inklusive Mobiliar, zusammenschlossen und anlässlich der am 27. März in Treib stattgefundenen zweiten Konkurssteigerung die Unterpfänder für gemeinschaftliche Rechnung erworben. Deren Angebot, um welches mangels anderer Reflektanten der Zuschlag erteilt werden musste, betrug Fr. 182,000; die zweite Hypothek von Fr. 150,000 geht also vollständig verloren. Es ist eine Aktiengesellschaft in Gründung begriffen, die die Liegenschaften käuflich übernehmen und das Hotel weiter betreiben wird. — Es ist zu dieser Steigerungsangelegenheit noch zu bemerken, dass das Konsortium, dem das Objekt zugeschlagen wurde, selbstredend noch bedeutend höher gegangen wäre, wenn von der Seite weitere Angebote gefallen wären. Der Zuschlag zu der ausserordentlichen geringen Summe von Fr. 182,000 fällt daher zur Beurteilung der Lage der Hotelindustrie durchaus nicht massgebend ins Gewicht, da es sich im vorliegenden Falle um eine Einzelscheitlung handelt, die man nicht verallgemeinern darf.

England und der schweizerische Fremdenverkehr. In der letzten Nummer der einflussreichen englischen Zeitschrift «The Queen» finden wir ein Urteil des bekannten Travel-Editors dieser Zeitschrift Mr. M. Hornsby, über die öffentliche Meinung der Schweiz in der gegenwärtigen Krisis, das vorteilhaft absieht von den zahlreichen englischen Prestimessen, die in der letzten Zeit mit Rücksicht auf eine angebliche englandfeindliche Haltung des Schweizervolkes gegen die Schweiz, als Land des Fremdenverkehrs, Stimmung zu machen suchen und von dem wir gerne Notiz nehmen. Mr. Hornsby schreibt: «Es sind in der englischen Presse in der letzten Zeit wiederholt Stimmen laut geworden, wonach die Schweiz in den nächsten Jahren als Reiseziel für das englische Publikum ausgeschlossen werden sollte. Es ist eine Tatsache, dass die Deutschen daran denken, die schweizerischen Fremdenplätze mit Rücksicht auf die zu englandfreundliche Stimmung des Schweizervolkes zu boykottieren. Nun ist es zweifellos richtig, dass die Sympathien einer Minorität der deutsch-schweizerischen Bevölkerung speziell in den Deutschland benachbarten Grenzgebieten, im gegenwärtigen Kriege sich vorwiegend der deutschen Sache zugeneigt haben. Das erklärt sich ohne weiteres aus der sprachlichen Ver-

wandtschaft und dem damit zusammenhängenden starken Einfluss der deutschen Presse und der deutschen Literatur aus dem Grenzverkehr. So wie aus dem zahlreichen reichdeutschen Einwandererelement in einzelnen grösseren Städten. Es ist eine durchaus natürliche und selbstverständliche Erscheinung. Die ungeheure Mehrheit der Deutsch-Schweizer hat während des Krieges eine durchaus keine neutrale Stellung eingenommen, während die ganze weisse Schweiz mit ihren Sympathien entschieden nach Frankreich und England gravitiert. Was die vom Fremdenverkehr besonders berührten Gebiete der Schweiz betrifft, so sind dieselben der englischen Sache stets freundlich gesinnt gewesen, obschon die Zahl der deutschen Touristen in den Alpen im Sommer viel grösser ist, als die der englischen. Ich habe lange Jahre sowohl in der deutschen, wie in der schweizerischen Schweiz gelebt und bin mit der Mentalität der am Fremdenverkehr beteiligten Bevölkerung in der Schweiz wohl vertraut. Auf Grund meiner Erfahrungen und meiner Kenntnisse der tatsächlichen Verhältnisse kann ich sagen, dass das Schweizervolk als Ganzes mit England sympathisiert, nicht weil England im Fremdenverkehr eine führende Stellung eingenommen hat und wohl auch in der Zukunft eine solche einnehmen wird, sondern weil dem demokratischen Fühlen und Denken die politischen und sozialen Grundsätze des englischen Volkes näher stehen, als die des deutschen Imperialismus.»

Totentafel.

Rom. Hier starb kürzlich im hohen Alter von 75 Jahren Herr Hotelier E. Hassler, Besitzer des Hotel Hassler. Der Verstorbene, gebürtig von Maladers (Graubünden), ging aus ganz bescheidenen Verhältnissen hervor; als Knabe Geistesblut seiner Heimatgemeinde, lenkte er als junger Pächter seine Schritte nach dem sonnigen Süden, eröffnete später das erste schweizerische Restaurant in Neapel, zog dann nach der ewigen Stadt, wo er das Hotel Hassler zu hoher geschäftlicher Blüte brachte. Gemeinsam mit seinem Schwiegerson gründete er ferner vor 25 Jahren das Hotel Eden in Rom. Herr Hassler war in der Schweizer Kolonie Roms eine angesehene Persönlichkeit, Präsident der *Bienfaisance Suisse*, und liess wiederholt auch seiner Heimatgemeinde, wo er in den letzten Jahren oftmals zu Besuch weilte, wohlthätige Spenden zukommen.

Saison-Eröffnungen.

Luzern: Hotel Fédéral au Lac, 1. Mai.

Fremdenfrequenz.

Basel. Nach der Zusammenstellung des Polizeidepartements sind im Monat März 1915 6418, 1914 17,900 Fremde in den Gasthöfen u. Logierhäusern Basels abgestiegen.

BASEL, Hotel Jura

Grösstes Hotel II. Ranges, gegenüber dem Bundesbahnhof. Zentralheizung, 135 Betten, v. Fr. 2.50 an.

DIRECTEUR
Suisse française, 35 ans, parlant quatre langues, grande expérience, excellentes références.
désire engagement
pour saison d'été ou année. — Ecrire: H. D., poste restante, Sion (Valais).

Tüchtiger Hoteldirektor
sucht Jahres- oder Saison-Stelle
mit oder ohne Frau. Würde event. mittleres Geschäft pachten. Offerten unter Chiffre Y 435 Ch an Haasenstein & Vogler, Chur.

BOUVIER FRÈRES
SWISS CHAMPAGNE
La plus ANCIENNE MAISON SUISSE
Fondée en 1811, à Neuchâtel
EXPOSITION DE BERNE 1914
MÉDAILLE D'OR
avec Felicitations du Jury

Directeur d'hôtel
(hollandais) et sa femme (française), muni de meilleurs certificats de premières maisons du midi et du centre de la France, parlant quatre langues, cherchent la direction d'un grand hôtel de premier ordre. Meilleures références. — Ecrire sous Chiffre Z. A. 1776 à l'Agence de publicité Rudolf Mosse, Zurich, Limmatquai 34.

SERVETTES
Leinenimitation
von Fr. 4.50 bis Fr. 12.- per mille
Schweiz. Verlags-Druckerei G. Böhm
Basel

SCHOOP & Co
ZURICH
TAPEZIERER-ARTIKEL EN GROS
Messing-Vorhanggarnituren
Fensterdekorationen
Möbelstoffe
Tischdecken
Plüsch-Haargarn-Teppiche
Cocos-Treppengängen, Teppichschienen
Stuhlfilzunterlagen

Hotelsbuchführung
Abschlüsse, Nachtragungen, Neuerrichtung, Inventuren, Ordnen vernachlässigter Buchhaltungen, Revisionen, besorgen gewissenhaft
Albertine Bär & Emil Hohmann
Bücherexperten
Telephon 6392 Zürich II Steinhaldenstr. 62
Kommen auswärtig. Sämtliche Bücher vorrätig.

Wanzen
und alles andere Ungeziefer, wie Schwabenkrieger, Motten, Käse etc., rötet gründlich aus, unter vertraglich mehrjähriger Garantie. Versand von sicher wirkenden Mitteln. Aelterste, seit 45 Jahren bestehendes Geschäft. Vertrauenshaus. Prima Referenzen.
S. Bührli, Desinfektions-Anstalt, Küssnacht-Zürich.

Gebrüder Fehr
Schaffhausen.
Goldene Medaille der Landesausstellung Bern für die Flaschenweine der eigenen Rebberge im Fischerhäuserberg und der Rheinhalden.
HOTEL
mit 100 Betten
gut besucht, mit Sommer- und Winterpension, in einem Fremdenplatz der Schweiz, ist verhältnismässig sehr zu verkaufen.
Offerten unter Chiffre Z. V. 177 an die Annoncen-Exp. Rudolf Mosse, Zürich, Limmatquai 34.

WER
Beleuchtungs- oder Heizungs-Anlagen od. Closet-Einrichtungen in Hotels, Pensionen oder Kur-Anstalten besorgt, inseriert mit Erfolg in der Basel-Zeitung.
HOTEL-REVUE
Offizielles Organ des Schweizer Hoteller-Vereins

Dame Suisse (36) 6 langues, ayant dirigé Hotel 3 ans, cherche poste analogue dans Pension ou Hotel avec probabilité de reprise plus tard. Si conditions très avantageuses, reproduit de suite en français. Offres sous init. Z. F. M. 190 à l'Agence de publicité Rudolf Mosse, Zürich, Limmatquai 34.

Für Hoteldirektor
günstige Gelegenheit!
Der Arzt und Besitzer eines gut frequentierten Kurhauses sucht einen tüchtigen, erfahrenen Mitarbeiter zur pachtweisen Übernahme des gesamten Wirtschafts-betriebes. — Offerten unter Chiffre Z. N. 1778 an die Annoncen-Exp. Rudolf Mosse, Zürich, Limmatquai 34.

NEUCHÂTEL CHÂTENAY
Fondé 1796
HORS CONCOURS — MEMBRE DU JURY
Berne 1914

Feines kleines Hotel-Pension in Genf
ausserhalb der Stadt an der Tramlinie. Wohl das schönste Geschäft, 30 Betten. Jahresbetrieb. Ideale ländl. Lage nicht der Stadt, von Fremden sehr beliebt. Alles neu u. modern. Preis nur Fr. 25,000.— bei Fr. 10,000.— Anzahlung. Beste Zukunft. Kein Café. Offerten sub Chiffre Z. D. 1779 an Rudolf Mosse, Zürich.

Angebot u. Nachfrage
werden am schnellsten befriedigt mit Hilfe der Zeitungs-Annoncen. Wer einen Geschäft oder verkaufen, wer Kapital, Teilhaber, Personal etc. sucht, wendet sich mit Vorteil an die Annoncen-Expedition **Rudolf Mosse** ZÜRICH, Limmatquai 34. BASEL, Aeschenvorstadt 50. Will jemand in der Annonce mit seinem Namen nicht hervortreten, dann nimmt unser Bureau die einlaufenden Offerten unter Chiffre entgegen und liefert sie anonym und unter strengster Diskretion seinem Auftraggeber aus.
Vorteile:
Streng sachliche Beratung über gezielte Blätter, zweckmässige Abfassung und auffällige Ausstattung der Anzeile, Ersparnis an Kosten, Zeit und Arbeit.

Zuverlässige Kontrolle

(22)

Ihres Betriebs, von Bilanzen etc., Bücher-Experten, Durchführung von Liquidationen usw., befragt die Allgemeine Erzhänd- und Revisionsgesellschaft, Basel, Gerbergasse 30, Telefon 5008. Prospekt und Auskunft kostenlos.

Demme & Krebs, Bern

Begründet 1864 Export Telefon No. 1887

Spezialitäten: Kirschwasser, Enzian, Reckholder, Trusen, Zwetschenwasser, Magenbitter, Heidelbeerbranntwein, süsse Liqueurs, div. Sirops etc.

Direkt. Import v. Cognac, Rhum, Arac, Whisky, Turiner-Wermuth, Malaga, Madere, Sherry, Portwein, Sherry-Brandy, Chartreuse, Bénédiktine etc.

CHAMPAGNER-WEINE

Goldene Medaillen und Diplome: Zürich, Melbourne, Paris, Bern, Gent etc.

Knaben-Institut „La Châtelaine“ bei Gent.

Direktor Prof. G. Thudichum.

Sekundar-, Real- u. Handelsschule. Real-Gymnasium. Vorbereitung für höhere Schulen, u. a. für das Eidg. Polytechnikum. Gründl. Erlernung der modernen Sprachen. Beste Verpflegung. Grosser Park. Sport. Jeder Schüler eigenes Zimmer. Preise mässig. Referenzen u. Prospekte durch die Direktion. (181)

Société Suisse de Distributeurs automatiques de papiers à VEVEY.

Conditions avantageuses pour fournitures de boîtes et de papier pour water-closets. Papier de toute l'égalité, très solide et de grand format. Par l'emploi de ces appareils, on évite le gaspillage et l'humidité du papier, lequel on conserve toute sa propreté. (1300)

Pochettes hygiéniques de 50 Serviettes, recommandées aux militaires, touristes, etc. La plus ancienne maison pour ces fournitures en Suisse.

Besonderer Umstände **zu verkaufen** halber äusserst billig sehr gut erhaltene ca. 50 HP. (231)

Martini-Limousine

speziell als Hotel-Auto geeignet. Preis Fr. 4,000.— **Mercedes - Automobile, Zürich** Börsenstrasse 14.

Speiseöl „Ambrosia“

doppelt interessant. Dieses feinste Naturöl macht sich bei den Hausfrauen immer beliebter. Trotz Kriegszeit das billigste Produkt zum Braten und Backen.

Leicht verdaulich, weil stearinfrei. Auslese von nur gesunden Früchten, darum süss, mild und ohne jeden Beigeschmack. (275)

Goldene Medaille S. L. A. Bern 1914; Goldene Medaille S. C. & B. A. Zürich 1913. Brestölze weisse man energisch zurück.

Ernst Hürlimann, Abt. Ambrosia, Wädenswil.

Zu vermieten:

Pension „Villa Waldegg“, Frutigen

Berner Oberland, an der Frutigen-Adelboden-Strasse, bloss 10 Minuten vom Dorfe Frutigen entfernt, 14 Betten, gut eingerichtet, sonnige Lage, schöne Aussicht, angenehme Spazierwege. — Offerten sind zu richten an das Notariatsbureau Bühler in Aeschi bei Spiez, welches zu jeder weiteren Auskunft gerne bereit ist. (234)

Directeur - Chef de réception - Gérant - Caissier

Schweizer, 34 Jahre, verheiratet, verkehrsgewandt, vier Hauptsprachen in Wort und Schrift, langjährige Praxis im Hotel- und Restaurationsfache, sucht drei Jahre in Nordamerika konditioniert, auch Jahresstelle. (238)

Adresse: Bruchon, Seestrasse No. 330, Zürich II.

DIREKTION.

Schweizer, 32 Jahre alt, mit allererster Referenzen, vier Hauptsprachen perfekt, seit fünf Jahren Besitzer eines feinen Hotels der franz. Riviera, wünscht, wenn möglich, mit seiner ebenfalls tüchtigen und sprachkundigen Frau, die Leitung eines erstklassigen Sommer-Hotels.

Offerten unter Chiffre Z. U. 1495 an Rudolf Mosse, Zürich, Limmatquai 34. (158)

Hotel- & Restaurant-Buchführung

Amerikanisches System Frisch.

Lehre amerikanische Buchführung nach meinem bewährten System durch Unterrichtsbücher. Hunderte von Anerkennungsschreiben. Garantie für den Erfolg. Verlangen Sie Gratisprospekt. Prima Referenzen. Richte auch selbst in Hotels und Restaurants Buchführung ein. Ordne vernachlässigte Bücher. Gehe auch nach auswärts.

Alle Geschäftsbücher für Hotels auf Lager.

H. Frisch, Zürich I Buchexperte (134)

Hôtel-Inventar

ganz oder teilweise, sofort zu verkaufen. Offerten sub Chiffre P. 2069 O. an Haasenstein & Vogler, Lugano. (207)

Hotel-Pension

avec Café-Restaurant près Lausanne. 800—900 m. altitude

à louer

S'adresser par écrit sous G 21234 L à Haasenstein & Vogler, Lausanne. (115)

Zu vermieten

auf nächste Saison in einem renommiert. Höhenkurort des Kantons Graubünden ein bekanntes, gut eingerichtete

HOTEL

mit 50 Fremdenbetten zu sehr günstigen Bedingungen. — Gefl. Anfragen unter Chiffre Z 101 Ch an Rudolf Mosse, Chur. (202)

Das **Telephon** ist grossartig, aber nur wenn **desinfiziert** mit **NEROFORM**.

HOTEL à louer.

La Société Verschoore & Cie. offre à louer l'hôtel meublé qu'elle possède à Saint-Cergue sur Nyon (anciennement hôtel-pension Cap) comprenant 80 chambres. Buanderie moderne et bains. Eau et électricité. Grand parc ombragé et tennis. Pour tous renseignements s'adresser Etude Burnier, Notaire, à Nyon. (208)

Thee-Rikli

Neue Importen von

Ceylon-, Indischen- und Chinatheen

in bekannt vorzüglichen Qualitäten und Mischungen

A. Rikli-Egger

Thee-Import en gros Bern

Telegramm-Adresse: „Riklithee“ Bern. (38)

Prima Existenz für 2 Herren.

Erstklassiges, vollkommen modernes Hotel in Restaurant (vor kurzem des Bedürfnisses halber von 45 auf ca. 100 Zimmer erweitert) am Bahnhofe einer bekannten mittel-deutschen Stadt, ist todeseinhalb für 980,000 Mk. bei 100 Mille Anzahlung zu verkaufen. Jährl. Reingewinn vor Umbau über 30,000 Mk. Offerten unter M. G. 7743 an Rudolf Mosse, München-Vermittlerverweklos

Prima Existenz

Grössere feiner (222)

Pension

auf erstem Platz Zürichs nur an Hotelfachleute, krankheits-halber zu verkaufen. Gefl. Offerten unter Chiffre Z. C. 1703 an die Annoncen-Expedition Rudolf Mosse, Zürich, Limmatquai 34.

EIER

Suche Abnehmer für frische Eier. Jb. Arn-Bühler, Niederbipp. (211)

Persil zum Waschen!

Bleichsoda „Henco“ (107)

MAISON FONDÉE EN 1826



MAULER & CIE au Prieuré St-Pierre MOTIERS-TRAVERS

Massage-Kurse

für Damen u. Herren

ärztliche Schlussprüfung, auch Bademeister-Ausbildung. Antritt nach Belieben. 1—3 Monatskurse. Auch Stellennachweis.

Kruger's Kurbad Bern. (230)

WER

ein Hotel eine Pension eine Kuranstalt

zu verkaufen zu verpachten zu kaufen zu pachten

sucht, inseriert mit Erfolg in der in Basel erscheinenden

Hotel-Revue Offizielles Organ des Schweizer Hotelier-Vereins.

Gut gehendes

Passanten-HOTEL

mit 40—50 Betten an guter Lage ist sehr günstig zu verkaufen.

Offerten unter Chiffre Z. U. 1770 an die Annoncen-Exp. Rudolf Mosse, Zürich, Limmatquai 34. (233)

DAVERIO HENRICI & CIE, A.-G., ZÜRICH

Mühlenbau-Anstalt und Maschinen-Fabrik

„MOLINELLO“

unentbehrliche Maschine für Hotels, Pensionen, Sanatorien usw. zum Brechen und Feinmahlen von Zucker, Biskuits, Teigwarenabfällen, Kakao, Kaffee, Salz, Pfeffer, Drogen u. a. m. Illustrierte Prospekte gratis und franko. (107)



Für Handbetrieb. Für Motorbetrieb. Mit Schüttelsieb für Hand- und Motorbetrieb.

Schweizerische Revisionsgesellschaft A.-G. ZÜRICH, Limmatquai 34

Telegramm: Revisionag — Telefon 112.89

Formelle und materielle Bücherprüfung Kaufm. Organisationen und Reorganisationen Buchführung — Abschlussarbeiten Sanierungen — Nachlassverträge Expertisen — Pfandhalterschaften Beratung in Vermögens- und Erbschaftsangelegenheiten — Strengste Verschwiegenheit (205)

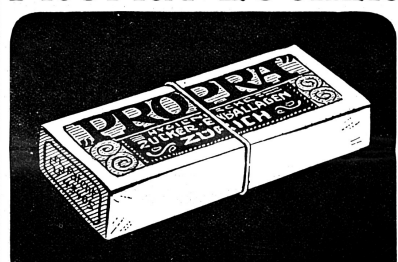
Locarno-Muralto.

Schönes Haus mit modernem Komfort, 30 Lokalen, 700 m² Garten, prachtvolle sonnige Lage, Tram, sehr geeignet für Hotel-Pension, ist zu günstigen Bedingungen zu vermieten oder zu verkaufen. (228) E. Venturi, Locarno.

„FIDES“

Treuhand-Vereinigung Zürich 1, Bahnhofstrasse 69 Absolut unabhängiges Institut Telegramm: „Fides“, Telefon 102,87

PROPRÄ-ZUCKER



Verlangen Sie Offerte **PROPRÄ** Culmannstr. 35 : ZÜRICH : (38)

Silberpolieranstalt Zürich

Telephon No. 10.369 St. Annagasse 9 Telefon No. 10.369

Inhaber: J. Guggenheim.

Aufpolieren sämtlicher Tafelgeräte. Aeusserst günstige Abonnementpreise für Hotels und Restaurationen. Erste Referenzen. (215)

Vergolden :: Versilbern :: Vernickeln :: Reparaturen.

Eiskastenfabrik Sautter & Imber, Zürich

Eisgasse vorm. E. Schnelder & Co. Lagerstr. 55

Eisschränke neuester Systeme Bierausschankanlagen Kühlanlagen, Isolierungen Conservatoren, Glacemaschinen Erstkl. Referenzen — 2 gold. Metalln S. L. A. 1914 (87)

Daily Mail

CONTINENTAL EDITION Gives all the News Many Hours in Advance of any other English Journal circulating on the Continent. Head Office: 36, Rue du Sentier, PARIS. (11)

ESWA Einkaufs-Centrale für schweizer. Wäschereibetriebe

Talacker 40 ZÜRICH I Telefon 2808 empfiehlt sich den Herren Hoteliers zur Lieferung von allen Materialien, die für den Wäschereibetrieb notwendig sind. Bestbewährte Qualitäten, billigste Preise! (109) II



La Guerre et le Mouvement des Etrangers.

La guerre déchaînée à ses frontières est, pour la Suisse aussi, malgré sa neutralité, une source de cruelles affections. C'est là un fait qui, de jour en jour, presque d'heure en heure, s'affirme hélas davantage. Sans doute, on s'est assez vite accommodé des nouveaux impôts et des élévations de taxes et l'on a constaté avec plaisir qu'après un premier moment de recul la vie reprenait un peu de son « train-train » d'antan. L'inquiétude n'en persiste pas moins et si l'on considère que des décisions définitives continuent à ne pas se produire sur le théâtre des hostilités, il ne faut guère s'étonner que dans notre pays des centaines de mille personnes n'espèrent pas grand-chose de la saison qui commence.

Les hôteliers notamment n'ont aucune raison de bâtir des châteaux en Espagne, car pour eux l'avenir, même immédiat, est encore caché *très* *loin* et d'après tous les indices de l'heure présente cette saison ne sera guère brillante.

La circulation internationale périlleuse, l'échange des voyageurs entre les Etats belligérants et la Suisse est des plus faibles, cela par suite des détours et des autres désagréments auxquels le touriste est soumis. Au surplus les classes aisées des pays étrangers semblent peu disposées à entreprendre au petit bonheur des déplacements d'agrément et des villégiatures de santé.

Aussi voyons-nous le courant cosmopolite diminuer de mois en mois; cette réduction porte à notre industrie hôtelière et à notre économie générale un préjudice qu'il sera difficile de réparer.

L'importance matérielle du trafic des étrangers n'a peut-être jamais, en ce qui concerne la Suisse, connu aussi de plus nettes et d'évidentes que dans ces mois de guerre durant lesquels, sauf en quelques stations privilégiées, l'industrie des hôtels a pour ainsi dire totalement chômé. S'il est vrai que l'afflux des visiteurs en Suisse ait baissé l'an dernier d'environ 50 % — et nous n'avons aucune raison de croire cette estimation exagérée — il en résulte en chiffre rond un déclin de notre économie nationale une perte de 200 millions. Pour un petit pays c'est un déficit énorme et d'autant plus sensible qu'il est supporté non pas tant par les puissantes épaules du capitalisme que par les couches économiques les plus faibles de la population, c'est-à-dire par la classe des travailleurs. 200 millions de pertes l'an dernier, peut-être 300 ou 400 millions de pertes cette année, quelle somme de maux et de soucis matériels ces chiffres ne représentent-ils pas! Combien d'hôteliers, combien de commerçants ruinés ou tout au moins lésés par des années, combien d'employés d'hôtels qui, par l'effet de la suppression complète du tourisme international, ont perdu leurs places et leur pain quotidien, sans parler du tort fait aux industries dont la meilleure clientèle se recrutait dans le monde des étrangers.

Qu'en disent donc, à présent, ces envieux et ces mauvais augures qui se complaisaient auparavant dans le rôle de dénonciateurs et de diffamateurs de l'industrie du tourisme dont ils dépeignaient sous des couleurs outrées le danger moral et économique. Il serait intéressant d'apprendre quelle ancre de salut ils ont à offrir maintenant aux nécessiteux et par quelles ressources ils pensent remplacer cette industrie des étrangers. Ils ont eu, ce nous semble, largement le temps de se concerter, mais nous ne sachions pas encore qu'au bout de ces neuf mois de guerre ils aient apporté aucun projet utilisable. Et cette impuissance se conçoit, car démolir un édifice économique ou en bâtir un sont deux problèmes absolument différents. En tous cas une chose est claire, c'est que cet or étranger si fort décrié dans certains milieux ferait aujourd'hui l'affaire de nombre de gens bien mieux que les phrases octueusement patriotiques de ces moralistes qui, avant la guerre, étraillaient de belle main l'industrie hôtelière et qui maintenant seraient incapables de procurer seulement un morceau de pain aux sans-travail et aux miséreux. Que l'on compare les hôteliers et leurs adversaires, les premiers l'emportent de cent coudées sur leurs destructeurs par les services qu'ils rendent en faveur du bien-être général tandis que, au lieu d'actes, le clan opposé ne sait que lancer des paroles rageuses. Le citoyen observateur et de sens réfléchi jugera aisément de quel côté se trouve le droit dans cette lutte d'opinions et les hôteliers peuvent attendre d'autant plus tranquillement ce jugement qu'avec la misère économique dont elle est escortée la période actuelle démontre de la façon la plus impressionnante la justice de leur point de vue.

Depuis fort longtemps l'industrie hôtelière a prouvé son droit à l'existence; les évé-

nements actuels montrent avec une singulière netteté quelle place lui appartient réellement dans notre prospérité générale. Reconnaître, en effet, que la diminution du trafic hôtelière équivalait pour notre pays à une véritable calamité publique est maintenant une nécessité même pour ceux qui, jusqu'ici, par ignorance du véritable état de choses, lapidaient de leurs anathèmes l'exploitation du tourisme et prétendaient démontrer noir sur blanc à notre peuple que nous n'avons pas besoin des étrangers. C'était là un mot malheureux, car certainement, et aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin d'eux. Des milliers de millions de la fortune du peuple suisse sont engagés dans les hôtels, dans les chemins de fer et dans les autres institutions tributaires du tourisme. Des centaines de mille personnes, depuis l'employé d'hôtel, l'agriculteur et l'ouvrier jusqu'au grand négociant et au grand industriel trouvent directement ou indirectement leur profit dans le mouvement international des étrangers chez nous. Ce serait indubitablement un rude coup pour le commerce et l'industrie si les recettes provenant de cette circulation devaient manquer d'une manière durable et le commerce ne saurait réussir à trouver dans l'exportation une compensation appréciable de ce déficit, cela d'autant moins que dans la règle il faut des années d'efforts pour conquérir de nouveaux débouchés.

Mais pour l'Etat aussi et pour les communes également le développement du mouvement des étrangers est d'une portée considérable, car non seulement les budgets des grandes régions gouvernementales reposent pour une bonne part sur l'accroissement constant du courant des voyageurs, mais Etat et communes tirent sous forme d'impôts élevés un profit important de l'hôtellerie et des commerces qui s'y rattachent. Dire que nous n'avons pas besoin des étrangers est donc un non-sens. Et si, pendant cette malheureuse guerre, nous devons prendre notre part de la disparition totale du tourisme, ce sera une de nos tâches les plus importantes de faire revivre celui-ci après la conclusion de la paix, de le renforcer et de le développer par tous les moyens. A cet égard des devoirs importants incombent aussi à l'Etat, car il suffit de faire remarquer que c'est l'Etat avant tout qui bénéficiera, après la crise actuelle, de la reprise en plein essor du facteur économique que constitue l'industrie des étrangers. On est donc fondé à espérer qu'à l'avenir l'Etat soutiendra l'industrie hôtelière avec un peu plus de générosité que par le passé.

Mais ce n'a jamais été un faible des hôteliers de compter sur l'appui de l'Etat ni de ceux que ce soit d'autre. Ils savent que, pour ressusciter après la guerre leur industrie, ils devront s'aider eux-mêmes et c'est pourquoi ils entendent prendre à ce moment-là en mains avec énergie et en gens avisés les intérêts du tourisme en Suisse. Les perspectives de ce côté-là ne sont pas pour l'instant, hélas, des plus roses. La guerre a tellement égaré les esprits qu'elle n'a pas pu se déchaîner sans valoir de graves dommages et porter de graves contre-coups même à notre Suisse restée neutre. Nous avons vu de ci, de là, apparaître des dispositions d'esprit qui, loin de satisfaire à une neutralité comprise en toute objectivité, tendent à nous faire prendre indûment parti pour l'un ou pour l'autre camp. Il en est résulté, par la suite, des préjugés inconsidérés qui ont finalement abouti à une mise à l'index de notre pays. C'est ainsi notamment que des journaux allemands ont mis en garde leurs lecteurs contre les excursions en Suisse romande et que, du côté franco-anglais, on a tenté d'exercer une pression sur l'hôtellerie suisse en suggérant à quelques maisons l'idée de se faire inscrire sur une liste hôtelière d'hôtels « neutres » avec engagement de ne pas accueillir des voyageurs « ennemis ». Comme si nous, Suisses, nous avions nulle part des ennemis! Bien que dès le début la direction de notre Société se fût opposée énergiquement à ces tendances, il est cependant évident que les hôteliers n'ont pas une position facile en face de ces courants divergents. On a cru, il est vrai, pouvoir trouver une solution dans le moyen suivant: chaque hôtelier se déclarerait pour telle ou telle nation. Cette solution peut, pendant la guerre, répondre au but désiré, tant que la haine des peuples entre eux reçoit chaque jour un nouvel aliment. Mais, dès que la paix sera rétablie et que les relations internationales du commerce et des voyageurs se seront renouées, cette combinaison ne suffira plus. Ce n'est pas à nos hôteliers de flatter les rivalités nationales de la clientèle étrangère en accueillant les ressortissants d'une seule nation et en fermant leurs portes aux citoyens des autres pays. Après comme avant la guerre, la Suisse vivra en termes d'amitié avec tous les peuples et désirera

traiter affaires avec eux tous, et c'est pourquoi les hôteliers suisses penseront, eux aussi, à montrer à tous leurs hôtes que chez nous ils sont tous également et cordialement les bienvenus et que, nonobstant nos sympathies personnelles, nous ne donnons la préférence à aucun peuple.

Dès le début des hostilités, nos hôteliers ont, par leur affabilité à l'égard des étrangers, prouvé que nous, Suisses, nous sommes, dans ce tournoi des nations, absolument neutres et que, malgré le préjudice économique qui nous atteint, nous maintenons bien haut au-dessus de tout le principe de l'hospitalité helvétique. Une fois la guerre terminée, les hôteliers suisses ne failliront pas à cette tradition et ils mettront leur tact et leur habileté à faire oublier sous leur toit neutre à tous leurs hôtes étrangers les querelles d'hier, pour les rapprocher de nouveau les uns des autres dans des efforts et des buts communs.

Si l'hôtelier suisse se soumet avec la souplesse qui lui est propre à cette mission civilisatrice — et nous ne doutons pas un instant qu'il n'accepte ce mandat — il rendra un inestimable service non seulement à nos intérêts économiques, si bas tombés actuellement, mais encore et surtout à la grande idée de la paix universelle.

La crise de l'industrie hôtelière en France.

Parmi les industries françaises qui ont été le plus éprouvées par la guerre, écrit le « Matin », il faut citer celle des hôteliers. La situation, sans doute, n'est pas la même pour les grands hôtels et pour les petits. Ceux-là, les « meublés », ont été le plus durement éprouvés. Nous avons demandé à deux personnalités de nous exposer les doléances et les desiderata de la corporation, et voici ce qu'elles nous ont répondu:

Les petits hôtels.

Au nom des moyens et des petits hôteliers, M. Degrange, vice-président de leur chambre syndicale, nous a dit:

— Notre industrie est dans le marasme. Bien plus, ce sera bientôt la ruine si les pouvoirs publics ne nous viennent en aide. Tous nos collègues ont fait l'impossible pour accomplir leur devoir patriotique, mais la plupart n'ont pu se mettre à jour avec le percepteur, et aujourd'hui ils sont l'objet de sommations, de contraintes, de commandements, etc. La cause primordiale de leur impuissance à payer l'impôt est que, dans un intérêt d'ordre public, on les oblige à garder de nombreux locataires qui, non seulement ne paient pas leur location, mais ont le droit reconnu et proclamé par le juge de paix d'exiger le linge, le blanchissage, l'eau, l'éclairage, le service, et enfin tous les accessoires coûteux de la location meublée. Dans ces conditions, vous en conviendrez, il eût mieux valu pour nous de fermer nos maisons que de continuer leur exploitation. Mais la défense de fermer était absolue.

« Nos adhérents ont cherché à se faire payer tout au moins le blanchissage: les juges de paix les ont condamnés. En plus de sa patente, de son loyer et de ses impositions, l'hôtelier doit acquitter tous les mois une moyenne de 80 francs de blanchissage, 30 frs. d'éclairage, 150 francs de personnel, 25 francs d'eau, 15 francs de vidange, et il faut tenir compte de l'usure et de l'amortissement du matériel. De nombreux locataires ont été obligés d'emprunter pour faire face à ces obligations. »

M. Degrange ajoute avec amertume:

— Je connais des collègues mobilisés dont les femmes ont sollicité l'allocation habituelle. Elle leur a été refusée sous le prétexte que, « possédant », elles ont des ressources, alors qu'en réalité elles sont dans la détresse.

« Le ministre des finances a décidé que tous les patentables dont les établissements sont clos par suite des circonstances bénéficieraient de l'exemption d'impôt pendant le temps qu'ils n'auront pu exercer leur profession. Nous voudrions savoir pourquoi les hôteliers ne sont pas exonérés, puisqu'ils sont contraints de maintenir leurs établissements ouverts. Entre être fermé volontairement ou « être ouvert malgré soi », on ne doit pas et on ne peut pas faire de différence. En toute équité, les hôteliers doivent être dégrévés. »

« Le moratorium du 17 décembre nous avait donné un semblant de satisfaction: celui du 7 janvier remet tout en question et il devient impossible de se faire payer même par ceux qui, travaillant, gagnent largement leur vie. »

« La plupart des petits hôteliers sont d'anciens garçons d'hôtel qui ont réussi, grâce à

leurs modestes économies, à réaliser ce rêve de leur vie: se rendre indépendants. Ils ont, dans le plus grand nombre des cas, accepté des échéances très lourdes afin d'acquitter la part qu'ils ne pouvaient payer immédiatement. La guerre survient avec ses conséquences, et c'est la ruine. »

« Il semble injuste que l'on refuse l'exemption de la patente aux hôteliers, quand on l'accorde de plein droit aux commerçants qui ont volontairement fermé leur établissement. »

« Refuser de traiter les uns et les autres sur le même pied d'égalité, ce serait commettre une injustice, et les hôteliers, qui ont fait tout leur devoir, ont le droit de compter sur la bienveillance des pouvoirs publics. »

Les grands hôtels.

D'autre part, au nom des établissements de plus grande importance, M. Demelette, président du syndicat de l'industrie hôtelière, nous a déclaré:

— Les affaires, assurément, ne sont pas brillantes, mais au fond nous ne sommes pas plus éprouvés que nos confrères de la Suisse et de l'Italie. A quelques exceptions, très rares d'ailleurs, les grands hôtels parisiens demeurent ouverts. Cependant tant que les Allemands seront encore si près de Paris et que les communications ne seront pas rendues plus faciles, les étrangers, qui sont le fond de notre clientèle, ne viendront pas.

« Ils pourraient le faire pourtant: ils trouveraient nos hôtels prêts à les recevoir avec le confort qu'ils étaient accoutumés à trouver avant la guerre. Nous avons eu des difficultés, notamment pour le recrutement du personnel, mais les avons surmontés. »

« Ceux que je plains — et je suis très désintéressé dans cette question — ce sont nos confrères des villes d'eaux. Leurs établissements ont été réquisitionnés pour les blessés et nous sommes à un mois de la saison. Il ne faut pas empêcher les malades de se soigner, il ne faut pas écarter les étrangers qui ont l'habitude de faire leur cure annuelle. »

« Nos confrères se sont prêtés de bonne grâce aux exigences de la réquisition et ils ont donné plus qu'on ne leur demandait. Mais ils forment une modeste requête dans l'intérêt des stations mêmes et pour conserver un noyau de clientèle; que l'autorité militaire mette à leur disposition — suivant les possibilités — un certain nombre d'hôtels dans chaque ville d'eau et ils seront satisfaits. »

« Je vous dirai, conclut M. Demelette, que notre industrie est, pour ainsi dire, suspendue. Nous perdons de l'argent, mais nous voudrions que de notre fait et dans la mesure du possible, Paris conservât sa physionomie habituelle. Nous voudrions aussi assurer le sort du personnel qui est resté dans nos maisons. »

Vermischtes.

Der Kampf gegen den Alkoholismus. Seit einigen Monaten hat die in den Vereinigten Staaten bestehende Bewegung gegen den Alkoholismus wiederholt Fortschritte zu verzeichnen. Am 1. September 1914 befassten 9 Staaten der Union das Staatsverbot: Herstellung und Verkauf von alkoholischen Getränken sind im Staate selbst verboten und nur Private haben das Recht, zu ihrem persönlichen Gebrauch Getränke einzuführen. Vom September bis zum Monat Dezember 1914 haben sich infolge einer Volksabstimmung weitere fünf Staaten für das Verbot entschieden: Virginien, Oregon, Washington, Colorado und Arizona. In den drei ersten Monaten des Jahres 1915 setzte in den Parlamenten der Unionstaaten sozusagen ein Weltrennen ein: die Wähler von Alabama, Arkansas, Iowa, Utah haben die Staatsprohibition angenommen, und was immer man auch von der Durchführung derartiger Gesetze halten mag, so sprechen sie jedenfalls für das Vorhandensein einer der Alkoholkämpfung günstigen öffentlichen Meinung.

Landwirtschaftliche Unterrichtskurse in Eisenbahnhöfen. Die amerikanischen Eisenbahnen sind in manchen Gegenden allein oder doch vorwiegend auf den Transport der landwirtschaftlichen Bodenprodukte angewiesen. Ihre Verdienstmöglichkeiten sind deshalb in weiten Grenzen von dem Gedeihen der Landwirtschaft abhängig, und sie haben alle Ursache, diese tustlich zu fördern. Das geschieht denn auch nach allen Richtungen hin. So haben die dortigen Eisenbahnverwaltungen in den letzten Jahren besondere Unterrichtszüge eingestellt, die mit vollständigen Einrichtungen zum Veranlassen von landwirtschaftlichen Vorlesungen und zum Erteilen von praktischen und theoretischen Unterricht ausgerüstet sind. Diese Züge fahren auf den verschiedenen Eisenbahnstrecken von Ort zu Ort, um je nach Bedarf längere oder kürzere Zeit zu verweilen, während das mitfahrende Lehrpersonal Ausstellungen, Vorträge und Unterrichtskurse für alle Zweige der Landwirtschaft veranstaltet, zu denen die Bevölkerung freien Zutritt hat. Dass diese die Vorteile dieser Einrichtung richtig einschätzt, beweisen die rege Teilnahme an allen Veranstaltungen und die fortwährend eingehenden Anfragen sowohl seitens der landwirtschaftlichen Vereinigungen, wie auch der Behörden und der Einwohner, um Einlegung neuer Unterrichtszüge und Abhaltung weiterer Kurse.

Personals-Anzeigen der „Schweizer Hotel-Revue“

Administration: St. Jakobstrasse 11, Basel

Die HH. Prinzipale sind gebeten, eingehende Offerten sofort zu erledigen und Rücksendungen zu frankieren. Die HH. Angestellten sind gebeten, ihre Offerten Rückporto beizulegen und nur unaufgegebene Photographien zu verwenden. Originalzeugnisse sollten den Offerten beigelegt werden. Auskünfte über Chiffre-Insertate können prinzipiell nicht erteilt werden. Offerten an Chiffre-Insertate sind, soweit eine andere Adresse nicht angegeben, mit Aufschrit der betreffenden Nummer der Expedition der „Schweizer Hotel-Revue“ in Basel zur Weiterleitung zuzustellen.

Offene Stellen * Emplois vacants

Für Inserate: Die zu 3 Zeilen. Nichtmündliche. Jede unterbrochen. Wiederhol. 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 845. 846. 847. 848. 849. 850. 851. 852. 853. 854. 855. 856. 857. 858. 859. 860. 861. 862. 863. 864. 865. 866. 867. 868. 869. 870. 871. 872. 873. 874. 875. 876. 877. 878. 879. 880. 881. 882. 883. 884. 885. 886. 887. 888. 889. 890. 891. 892. 893. 894. 895. 896. 897. 898. 899. 900. 901. 902. 903. 904. 905. 906. 907. 908. 909. 910. 911. 912. 913. 914. 915. 916. 917. 918. 919. 920. 921. 922. 923. 924. 925. 926. 927. 928. 929. 930. 931. 932. 933. 934. 935. 936. 937. 938. 939. 940. 941. 942. 943. 944. 945. 946. 947. 948. 949. 950. 951. 952. 953. 954. 955. 956. 957. 958. 959. 960. 961. 962. 963. 964. 965. 966. 967. 968. 969. 970. 971. 972. 973. 974. 975. 976. 977. 978. 979. 980. 981. 982. 983. 984. 985. 986. 987. 988. 989. 990. 991. 992. 993. 994. 995. 996. 997. 998. 999. 1000.

Buchhalter-Kassier für Hotel I. Rang mit Sommer- und Winterbetrieb auf Juni gesucht. Kaufmannschaft, Bilanzierung, tüchtiger, seriöser, sprachkundiger Bewerber vorzuziehen. Alter nicht über 35. Längere Kontrakte. Event. persönliche Vorstellung. Ausführliche Offerten (auch ob. und unter. freit.) erbeten. Chiffre 1008

Chef de cuisine, mit beschiedenen Ansprüchen, auf Sommer-event, Jahresstelle. Gehaltsansprüche und Zeugnisse beizulegen. Chiffre 1003

Chef de cuisine, sérieux, capable et économique, est demandé pour hôtel de 70 à 100 chambres. Offres avec copies de certificats, indication de l'âge et prétentions de salaire. Chiffre 1017

Cuisinier. On demande pour une petite maison de premier ordre un excellent cuisinier de 40 à 45 ans, sérieux, pratique, l'année. Adr. les offres sous V. X. 173, poste restante Montreux. 1119

Chefköchlin, tüchtig, in Jahresstelle gesucht. Offerten mit Gehaltsansprüchen an Hotel Union, Winterthur. Chiffre 1008

Gärtner. Gesucht für Hotel I. Rang in Engadin, für kommende Saison, tüchtiger, erfahrener Gärtner. Eintritt Mai. Chiffre 1007

Gesucht: 1 Sekrätär-Chef de réception, 1 Oberkellner, 1 Zimmerkellner, 1 Saucier, 1 Commis, 1 erster Pâtissier (muss auch schon in Konditorien gearbeitet haben), **Concierge, Lüftung, Engländerinnen**. Alle militärisch. **1 Köchin**. Offerten mit Photo und Zeugnisbelegen an J. Baeli, Victoria Hotel, Bad Homburg v. d. H. 1109

Gesucht: Chefs de rang, Commis und Hausdiener (Portiers). Offerten unter Stephan-Haus-Baden. Chiffre 1014

Gesucht für den Frankfurter Hof, Frankfurt a. M.: Zimmerkellner, Chefs de rang und Commis de rang. Junge Leute, welche bereits gleiche Stellen in erstklassigen Häusern bekleidet haben. Eintritt sofort. Offerten mit Photo und Angabe der Körpergröße an die Direktion einreichen. 1115

Gesucht: II. Etageportier (junger Mann), Gehalt Mk. 50 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 60 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 70 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 80 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 90 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 100 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 110 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 120 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 130 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 140 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 150 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 160 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 170 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 180 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 190 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 200 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 210 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 220 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 230 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 240 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 250 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 260 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 270 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 280 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 290 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 300 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 310 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 320 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 330 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 340 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 350 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 360 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 370 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 380 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 390 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 400 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 410 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 420 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 430 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 440 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 450 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 460 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 470 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 480 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 490 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 500 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 510 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 520 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 530 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 540 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 550 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 560 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 570 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 580 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 590 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 600 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 610 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 620 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 630 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 640 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 650 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 660 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 670 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 680 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 690 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 700 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 710 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 720 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 730 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 740 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 750 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 760 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 770 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 780 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 790 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 800 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 810 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 820 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 830 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 840 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 850 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 860 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 870 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 880 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 890 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 900 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 910 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 920 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 930 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 940 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 950 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 960 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 970 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 980 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 990 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1000 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1010 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1020 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1030 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1040 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1050 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1060 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1070 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1080 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1090 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1100 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1110 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1120 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1130 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1140 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1150 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1160 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1170 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1180 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1190 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1200 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1210 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1220 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1230 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1240 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1250 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1260 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1270 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1280 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1290 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1300 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1310 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1320 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1330 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1340 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1350 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1360 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1370 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1380 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1390 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1400 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1410 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1420 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1430 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1440 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1450 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1460 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1470 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1480 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1490 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1500 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1510 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1520 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1530 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1540 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1550 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1560 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1570 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1580 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1590 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1600 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1610 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1620 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1630 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1640 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1650 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1660 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1670 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1680 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1690 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1700 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1710 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1720 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1730 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1740 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1750 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1760 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1770 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1780 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1790 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1800 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1810 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1820 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1830 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1840 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1850 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1860 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1870 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1880 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1890 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1900 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1910 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1920 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1930 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1940 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1950 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1960 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1970 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1980 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 1990 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 2000 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 2010 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 2020 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 2030 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 2040 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 2050 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 2060 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 2070 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 2080 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 2090 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 2100 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 2110 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 2120 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 2130 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 2140 pro Monat; **1. Etageportier** (älterer Mann), Gehalt Mk. 2150 pro Monat; **1. Etage**